

http://www.ecole.org

Les Petits Déjeuners "Confidences"

organisés grâce aux parrains de l'École de Paris :

Accenture Air Liquide* Algoé**

ANRT AtoFina

Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance

CEA
Centre de Recherche en gestion
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris

CNRS Cogema

Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables

des Experts Con Danone

Deloitte & Touche École des mines de Paris

EDF & GDF

Entreprise et Personnel Fondation Charles Léopold Mayer

pour le Progrès de l'Homme France Télécom

FVA Management

IBM IDRH IdVectoR* Lafarge Lagardère

Mathématiques Appliquées PSA Peugeot Citroën Poims Management School

Reims Management School Renault Saint-Gobain SNCF Socomine*

THALES TotalFinaElf Usinor

*pour le séminaire Ressources Technologiques et Innovation **pour le séminaire Vie des Affaires

(liste au 1er décembre 2001)

INDUSTRIALISATION ET PROBLÈMES ÉCOLOGIQUES EN CORÉE

par

Soo-Bok CHEONG

Directeur de la division Planning et Recherche Korea Christian Academy

Séance du 23 juin 1998 Compte rendu rédigé par Lucien Claes

En bref

L'Académie chrétienne de Corée est un lieu de rencontre, de réflexion et de dialogue, fréquenté par les représentants des divers courants intellectuels, syndicaux, sociaux ou politiques ; l'élite dirigeante n'hésite plus à participer aux réunions qu'elle organise. Ainsi l'Académie contribue à dégager une vue d'ensemble de la situation du pays qui, s'étant libéré de l'oppression, a d'abord tout misé sur le développement économique, mais revient progressivement à un discours social et écologique.

L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.

Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.

EXPOSÉ de Soo-Bok CHEONG

Au cours des années 1982 à 1988, période pendant laquelle j'ai soutenu une thèse sur *l'État, les intellectuels et les mouvements sociaux dans un nouveau pays industriel : la Corée du Sud*, j'ai fait en France une analyse comparative entre des pays latino-américains - en particulier le Brésil et le Mexique -, et des pays asiatiques - Taiwan et la Corée. Ce n'est pas le mécanisme de la croissance économique qui m'intéressait, mais plutôt la façon dont de nouveaux acteurs politiques et sociaux se préparaient à agir, en dépit de l'attitude répressive des autorités en place. C'est du reste dans ce sens que je poursuis mes analyses sur la Corée et les autres pays asiatiques.

Lorsque je suis rentré en Corée, en 1989, le pays vivait une transformation très importante - la démocratisation -, accompagnée du bouleversement des rapports entre les citoyens et le pouvoir. Un autre grand tournant s'est produit l'année dernière, avec l'entrée en scène de partenaires étrangers et l'emprise grandissante de la finance. Il a fallu prendre en compte de nouveaux facteurs, remettre en question les anciens modes de pensée, raisonner différemment, afin d'inventer de nouvelles orientations pour l'avenir de la société coréenne. Au cours de mon exposé, je vais aborder principalement le rôle joué par des intellectuels tout au long de cette récente évolution.

Susciter le dialogue

Je travaille à l'Académie chrétienne de Corée, institut fondé en 1965 par un pasteur coréen, Won-Yong KANG, formé aux États-Unis. Son diagnostic était que la société coréenne souffrait d'un manque patent de dialogue : les Coréens n'hésitaient pas à exposer leurs propres idées, mais ils n'écoutaient pas celles des autres ; or il n'y a pas de dialogue sans écoute. Comme le dialogue est aussi le point de départ de la démocratie, le pasteur Won-Yong KANG a pris l'habitude de réunir des gens de diverses positions sociales pour les inviter à échanger leurs points de vue. C'est ainsi qu'en 1962 il a fait la connaissance du pasteur allemand Eberhard Müller, qui avait, lui aussi, estimé indispensable d'instaurer le dialogue dans son propre pays, après la guerre, entre les représentants des divers courants d'opinion. Ils sont tous deux tombés d'accord pour agir ensemble, et le Dr Müller a lancé le mouvement de l'Académie chrétienne en Allemagne, qui compte maintenant une vingtaine d'établissements.

Dans les années 1970, période très dure où la Corée était soumise à un autoritarisme notoire, l'Académie chrétienne a rassemblé des intellectuels - professeurs, écrivains, politologues et économistes - pour définir les bases d'un nouveau mode de fonctionnement de la société. L'Académie a aussi permis à des paysans, des étudiants et des ouvriers, qui avaient pris conscience de la situation de la Corée dès les années 1960, de se former auprès de ces intellectuels. Notre action était évidemment jugée très dangereuse par le gouvernement - certains leaders de notre institut ont été emprisonnés et torturés -, mais cela n'a pas interrompu notre travail. Il a fallu attendre les années 1980 pour que le calme revienne.

Une indépendance crédible

Nous nous présentions comme une institution indépendante du gouvernement, des entreprises et des acteurs sociaux eux-mêmes. Notre but restait de créer les conditions pour favoriser des échanges de points de vue. La société coréenne a bien reconnu cette indépendance et a répondu très positivement à nos offres de rencontre. Par exemple, à la fin des années 1980, nous avons organisé un débat entre les candidats à la première élection présidentielle, et ils sont tous venus. Comme nous n'étions plus considérés comme contestataires, de hauts fonctionnaires et des PDG d'entreprises n'hésitaient plus à intervenir dans des réunions que nous organisions et dont nous rédigions systématiquement le compte rendu. En termes de logistique, nous disposions déjà de notre propre lieu de rencontre, une sorte d'hôtel, avec une cinquantaine de chambres, et des salles de conférence. Les personnes qui

souhaitaient débattre dans une ambiance sérieuse préféraient venir chez nous, et cela nous a apporté l'aide financière indispensable au maintien de notre indépendance.

De plus nous avions l'appui, pour ne pas dire la bénédiction, des leaders religieux dont l'autorité symbolique était reconnue. Le pasteur KANG, fondateur de notre institut, s'est allié à l'évêque catholique coréen et au plus haut représentant du bouddhisme, et tous les trois ont élevé la voix ensemble à chaque fois que de graves problèmes sociaux se sont présentés. Ils utilisaient alors les médias, aussi bien la télévision que la presse, pour s'exprimer.

Vers la démocratie

La société coréenne était très autoritaire et très contrôlée par l'élite dirigeante issue de l'armée. C'est le président Park qui, après son coup d'État en 1961, a amorcé l'industrialisation d'après le modèle japonais et américain. S'il a obtenu un certain succès sur le plan économique, trop de problèmes socio-politiques sont restés d'actualité: l'inégalité sociale, le mauvais développement de la démocratie, la suppression des droits de l'homme, la poursuite d'une éducation très autoritaire, l'inégalité entre les femmes et les hommes et, après une vingtaine d'années d'industrialisation, le très sérieux problème écologique (selon certaines sources, le niveau de pollution de l'air fait de Séoul la deuxième des villes les plus polluées du monde).

C'est à partir des années 1970 que l'on a vu apparaître la formation des syndicats, mais à cette époque la dictature ne pouvait l'admettre. L'élite dirigeante l'a sévèrement réprimée, et c'est clandestinement que le syndicalisme s'est développé, avec l'aide des étudiants qui se sont progressivement engagés sur les lieux de travail.

Dans les années 1980, les intellectuels critiques pensaient qu'une alliance entre intellectuels, ouvriers et paysans était essentielle pour mettre en place la démocratie. Mais après la guerre de Corée, la société coréenne était caractérisée par les trois piliers de l'idéologie dominante :

- l'anticommunisme ;
- la démocratie "à la coréenne", c'est-à-dire l'autoritarisme ;
- la croissance économique.

Dans ce contexte, le fait que des mouvements se présentent comme de nouveaux acteurs sociaux faisait réagir l'élite dirigeante qui les accusait d'être communistes, donc dangereux pour la société coréenne dont ils allaient empêcher la croissance. L'enjeu des intellectuels était alors de proposer une nouvelle idéologie contestataire qui ne puisse être considérée comme communiste, et de donner une bonne impression à l'ensemble des citoyens. Même si les étudiants, dans les années 1980, se réclamaient plutôt du socialisme, et qu'un certain nombre d'entre eux penchaient vers le marxisme léninisme, certains leaders du mouvement étudiant poursuivaient leurs efforts, dans les campus universitaires, pour une alliance avec les ouvriers et les paysans, ce qui a conduit à une confrontation entre l'État autoritaire et les mouvements sociaux, à l'occasion du grand soulèvement de 1987 qui a finalement amené la démocratie.

La mouvance des rapports avec le pouvoir

C'est à partir de là que la constitution a été réformée en vue d'une élection présidentielle libre. Les mouvements sociaux n'ayant pas leur propre candidat, seuls les partis contestataires pouvaient en présenter, mais il y avait entre eux des divisions si profondes qu'il était exclu de n'avoir qu'un seul candidat pour défendre les forces démocratiques.

Il y a eu trois élections présidentielles après la démocratisation de 1987 : lors de la première élection, Tae-Woo ROH fut élu ; lui succèdent, en 1993, Young-Sam KIM et en 1998 Dae-Jung KIM. La démocratisation a permis aux mouvements sociaux un changement de leurs orientations : les

affrontements violents cèdent la place à des revendications en termes de changement politique et de réforme des grands systèmes : éducatif, financier, judiciaire, etc. Ces mouvements sociaux, connus en Corée sous le nom de "Mouvement des citoyens", apparaissent sous la présidence de Tae-Woo ROH, qui s'affirme avant tout comme le représentant de la dictature militaire ; ils se renforcent sous la présidence de Young-Sam KIM, qui fut un des leaders du mouvement démocratique en Corée. Ainsi, après une période de conflit fondamental entre les acteurs sociaux et l'État autoritaire, le pouvoir a adopté des attitudes plus démocratiques permettant aux mouvements sociaux de développer une nouvelle stratégie d'action.

L'émergence d'une classe moyenne

D'autres évolutions profondes se sont produites. Alors qu'autrefois les mouvements sociaux étaient exclusivement ouvriers, étudiants, syndicalistes ou paysans, une classe moyenne s'est progressivement constituée en trente ans. Plus de 60 % des personnes interrogées sur leur appartenance à une catégorie sociale se situent spontanément dans cette classe, et l'on ne peut négliger cette grande proportion de la population.

La multiplication des mouvements sociaux

Les mouvements déjà actifs dans les années 1980 ont essayé de continuer sur leur lancée, contre la dictature et pour la démocratisation, mais sans aller plus loin. De nouveaux mouvements étendent maintenant la contestation à l'écologie, la consommation, l'éducation, les transports, la sécurité sociale, les personnes âgées, les handicapés, la décentralisation. Ces deux courants sont parfois entrés en conflit, mais nous nous sommes efforcés de les rendre solidaires.

Le développement des associations civiques

Des associations civiques contestataires se sont développées pour défendre la qualité de vie, la justice sociale, la justice économique, les droits de l'homme. Leur influence s'est manifestée juste après l'arrivée au pouvoir du président Young-Sam KIM en 1993. Par exemple la *Citizen's Coalition for Economic Justice* (CCEJ) a demandé de réformer l'économie dans le sens d'une plus grande égalité. Elle a rassemblé les intellectuels, les professeurs et la classe moyenne, et obtenu de grands succès au début des années 1990, mais les mouvements traditionnels lui ont reproché d'être trop conciliante et trop soumise au gouvernement.

La Korean Federation for Environmental Mouvement (KFEM), autre organisation très puissante auprès de la classe moyenne et des populations urbaines, est un mouvement écologiste qui critique le gouvernement pour son souci trop exclusif de croissance économique, alors qu'il faudrait changer la politique générale, créer un ministère de l'Environnement avec plus de moyens pour l'aménagement du territoire, mettre en place une force alternative.

Il y a aussi des mouvements féministes qui revendiquent l'égalité avec les hommes, des parents d'élèves qui réclament la réforme des systèmes d'éducation, des mouvements qui demandent plus de sécurité sociale, plus de solidarité entre les riches et les pauvres, des transports en commun, etc.

Tout cela était nouveau et a fini par intéresser la classe moyenne. Les anciens mouvements sociaux s'inclinent dans les années 1990.

Les enjeux de la crise actuelle

La crise actuelle exprime le besoin d'un nouveau modèle de développement pour la Corée, mais ce modèle n'est pas clairement formulé.

Vers un nouveau modèle de développement

En effet chaque courant exprime des idées, mais il n'y a pas de représentation générale de notre société. J'ai réuni dans notre Académie les grands leaders des mouvements sociaux et les représentants des organisations civiques pour réfléchir ensemble à l'avenir de la Corée ; c'est ainsi que j'essaie, en tant que sociologue, d'aider à cette clarification.

Vers un nouveau parti politique

Il semble aussi que cette crise impose la création d'une nouvelle force socio-politique capable de prendre la relève des partis existants. J'en suis tellement convaincu que je m'emploie à susciter la formation d'un nouveau parti fondé sur le principe écologique, avec moins de croissance économique, plus de sécurité sociale, une éducation réformée, plus d'égalité entre les hommes et les femmes, le respect des droits de l'homme, autant d'axes de progrès souhaités par les organisations civiques, mais non reliés entre eux et défendus dans une certaine confusion.

La nouvelle tendance écologique

Ce serait un parti "vert", mais avec des femmes, des handicapés, en réalité un parti plutôt "arc-enciel". L'opinion généralement admise est que la Corée étant intoxiquée par sa croissance, et face à cette crise économique, les gens doivent se serrer momentanément la ceinture pour la surmonter. Mais les écologistes disent que cette nouvelle attitude doit perdurer, et qu'il faut désormais fonder la société, non sur la croissance économique, mais sur le développement durable. On aspire aussi à une société écologique et les écologistes coréens disent, comme les autres écologistes étrangers : « le vingt et unième siècle sera vert ou ne sera pas ; ce qui est important n'est pas ce que nous possédons, mais comment nous vivons ». C'est un discours très nouveau pour les Coréens, mais nombreux sont ceux qui s'y intéressent, surtout parmi les plus cultivés. Évidemment d'autres intérêts sont exprimés, mais le principe écologiste est, dans les organismes civiques, un dénominateur commun. Par exemple, chez les féministes, on parle d' "écoféminisme" quand il s'agit de la protection de la nature, etc.

Une opportunité de changement

Les partis existants n'inspirent pas confiance ; ils sont considérés par la majorité des Coréens comme manipulateurs et corrompus. La création d'une nouvelle force politique reste cependant problématique, car les lois sur les élections pénalisent les nouveaux venus, et lors des scrutins, les régionalismes dominent, l'Est et l'Ouest de la Corée s'affrontent. L'Ouest vient de conquérir pour la première fois le pouvoir, avec l'élection du premier président issu des régions victimes de l'oppression. Cette alternance du pouvoir survenant alors que nous sommes en pleine crise économique constitue une réelle occasion de changement, un moment précieux pour le déploiement des nouveaux acteurs sociaux et la construction d'un nouveau modèle de société.

DÉBAT

Michel Berry: Pour compléter ce tableau de la Corée, je vous invite à lire dans le Journal de l'École de Paris de juillet 1998 (n° 12), le compte rendu de l'exposé de Dongyoub SHIN, ingénieur coréen, qui montre comment la Corée s'est organisée pour rattraper son retard et conquérir le monde dans le domaine de l'électronique. On y explique aussi que les conglomérats familiaux (les chaebols) sont remis en cause parce qu'ils sont des monstres bureaucratiques, des puissances sans souplesse, alors que la Corée prend conscience qu'elle manque de petites entreprises. Je cite également un article: *Corée, une crise pour avancer*, texte bilingue, français et anglais, de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Corée.

À propos de la réunification

Un intervenant : *Je suis très étonné que vous n'ayez à aucun moment évoqué le problème d'une éventuelle réunification avec la Corée du Nord et j'aimerais bien vous entendre sur ce sujet.*

Soo-Bok Cheong : L'anticommunisme en Corée du Sud est dirigé contre la Corée du Nord, toujours vécue comme une menace ; selon cette logique nous devrions nous rassembler, car le conflit social est mauvais et destructeur ; l'obéissance à l'autorité devrait être absolue. Dans un tel contexte il ne peut y avoir de vraie démocratie sans réunification des citoyens. Actuellement notre président est beaucoup plus avancé que ses prédécesseurs dans la politique de réunification.

Les étudiants extrémistes disent que la réunification est la tâche principale et prioritaire et qu'il faut cesser d'être menaçants envers les Nord-Coréens. Il faut mettre en œuvre au contraire une politique de réconciliation. Si les militaires étaient autrefois très hostiles à la Corée du Nord, cette situation a maintenant changé et la réunification avance. Les Coréens ont invité des Allemands pour bénéficier de leur expérience vécue des problèmes de réunification, mais le fossé est bien plus profond entre les deux Corées qu'entre les deux Allemagnes. Encore actuellement, il n'est pas possible d'échanger du courrier entre les deux Corées.

Int. : C'est surtout un fossé économique : d'un côté le sous-développement complet et de l'autre un pays presque au niveau européen.

Un modèle pour l'Asie?

Int. : Il y a un tel immobilisme de la société, que ce soit en Chine, au Japon, ou même en Asie du Sud, que les évolutions y sont extrêmement lentes. Apparemment vous êtes en train d'accélérer les choses. C'est en tout cas la première fois que j'entends parler de mouvements aussi riches de contestation dans un pays asiatique. Ces mouvements vont-ils gagner les autres régions d'Asie?

S.-B. C.: Par opposition à d'autres régions asiatiques, comme la Chine ou le Japon, la Corée a une longue expérience des mouvements sociaux. Les politologues américains disent que la société coréenne est plus démocratique que la société japonaise. Taiwan est économiquement plus solide que la Corée, mais la démocratisation y est très lente. En Corée les changements sont intervenus grâce au soulèvement de la grande majorité de la population. Nous sommes très fiers d'avoir ainsi changé le système politique autoritaire et du coup les leaders des mouvements sociaux des autres pays d'Asie consultent les nôtres. Il reste qu'avec la Chine et le Japon nous n'avons pas vraiment conscience d'être des pays voisins, car une longue histoire de guerre et de colonisation a laissé ses séquelles ; seuls les gouvernements entretiennent une certaine communication. Du reste, contrairement à l'Europe, où nombre de personnes se sentent européens, il n'y a pas d'unité en Asie et donc nous n'avons pas la même conscience d'être asiatiques. Certes la Corée, la Chine et le Japon ont en commun d'être des régions confucianistes, mais nous sommes tellement divisés que nous ne parvenons pas à communiquer entre nous.

Int. : Pouvez-vous préciser comment la population de la Corée perçoit le Japon?

S.-B. C.: Le Japon est encore, y compris chez les jeunes, un pays ennemi, à la fois proche géographiquement et lointain psychologiquement. Mais nous avons importé du Japon des technologies et des produits, et certains disent que le fait d'être anti-japonais est pour les Coréens une source d'énergie. Il faut les vaincre et les convaincre. Il n'y a pas eu entre le Japon et la Corée le même chemin parcouru qu'entre la France et l'Allemagne pour construire une véritable relation nouvelle. Du reste le Japon n'admet pas avoir colonisé et exploité la Corée. Il ne reconnaît pas davantage avoir mobilisé de jeunes coréennes pour faire la guerre en Asie, ce qui a été récemment révélé par certains mouvements féministes coréens.

Int. : Il ne faut pas oublier qu'il y a encore au Japon une minorité de Coréens qui sont traités comme des esclaves ! Cela ne peut qu'augmenter la rancœur.

L'essentielle participation des citoyens

Int.: J'observe dans votre exposé certaines analogies avec les Philippines et la Thaïlande. Le développement économique, moins important que celui de la Corée, a tout de même fait émerger une classe moyenne qui conteste le modèle de développement et en recherche un nouveau. C'est aussi une multiplicité d'organisations civiques, environnementales, féministes, etc., qui foisonnent depuis dix ans, et qui, de la même façon, recherchent, non sans mal, de nouvelles forces politiques. Un nouveau parti peut-il vraiment émerger en Corée ?

S.-B. C.: Les Philippines sont effectivement très avancées dans le processus de démocratisation. On dit que c'est le pays des ONG¹. En Inde, il y a aussi cette émergence, mais le pays est tellement vaste que l'influence en est très limitée.

Pour répondre à votre question, il faut bien prendre conscience que parmi les trois étapes de la démocratisation :

- la disparition de la dictature militaire ;
- l'établissement des nouveaux principes démocratiques et de nouvelles institutions ;
- la participation volontaire des citoyens à la vie publique,

c'est la troisième qui pose réellement problème ; or elle est incontournable pour parvenir à une réelle démocratisation. Sans un double mouvement - culturel *et* social - la création d'une nouvelle force politique est impossible.

Le rêve écologiste et la pauvreté

Int.: Ce sont souvent les rêves qui tirent les changements. Il faut donc changer de rêve pour changer la société. Après le rêve du communisme, il semble qu'actuellement le mythe fondamental est la conquête économique. L'écologie, qui évoque des rapports avec la nature n'est-elle pas aussi un rêve? Il n'est pas sûr qu'elle aborde le problème fondamental de la société, surtout dans les pays où la pauvreté est très présente. N'est-ce pas plutôt le rapport entre les hommes qui constitue le problème de fond?

S.-B. C.: La pauvreté a beaucoup régressé en Corée après trente ans de croissance économique. Les bidonvilles ont presque tous disparu des grandes villes. Mais il y a maintenant un grand nombre de chômeurs et d'exclus. Certes le développement, l'égalité et l'écologie sont des principes qui ne se concilient pas très bien... Depuis le début, c'est le développement qui prédomine. L'égalité n'est venue qu'après, ce qui fait que par rapport à d'autres pays asiatiques, la Corée est un pays égalitaire, mais par rapport aux pays européens elle est très inégalitaire, notamment dans le secteur de l'éducation où quelques universités dominantes sont pratiquement réservées aux riches ; la formation n'est gratuite que jusqu'au collège, et ensuite très chère ; il y a peu d'universités publiques, et beaucoup d'universités privées.

Le "tout économique"

Int.: Sous certains aspects j'ai eu l'impression d'être en pays de connaissance... L'ensemble des thèmes que vous avez développés ont fait et feront notre propre histoire. La démocratie séduit la Corée, mais quels sont les grands modèles inspirateurs qui l'ont amenée à ressaisir ces principes de sécurité sociale, d'égalité entre les hommes et les femmes, etc. ?

© École de Paris du management - 94 bd du Montparnasse - 75014 Paris tel : 01 42 79 40 80 - fax : 01 43 21 56 84 - email : ecopar@paris.ensmp.fr - http://www.ecole.org

¹ Organisations Non Gouvernementales.

S.-B. C.: Cette inspiration est venue en premier lieu de la tradition bouddhiste, taoïste et confucianiste, ensuite de l'héritage de la colonisation japonaise, et enfin du modèle américain. C'est le mélange de ces trois éléments qui fait tendre vers plus de démocratie. Si le confucianisme véhicule l'autoritarisme, les deux autres traditions mettent l'accent sur l'harmonie avec la nature et la solidarité entre les personnes, ce que les écologistes coréens essaient de développer.

Pendant la colonisation, les leaders des mouvements indépendants ont été pour la plupart formés aux États-Unis. Par exemple Man Rhee SEUNG, le premier président de la Corée a obtenu son doctorat en sciences politiques à l'université de Columbia ; il a essayé d'appliquer le modèle américain à la société coréenne, mais il n'en a pas respecté les principes et il est finalement devenu dictateur. Son successeur, Chung-Hee PARK, s'est inspiré du modèle japonais, mais son entourage d'économistes et de technocrates était formé aux États-Unis. Tout ceci explique l'influence du Japon et des États-Unis sur le modèle de développement de la Corée.

Après la libération rien ne comptait plus que la croissance économique individuelle et collective. Le "tout économique" est la nouvelle religion. La compétition s'est instaurée partout, dans les entreprises, mais aussi dans les écoles, et dans les rapports humains quelle qu'en soit la nature.

De grands hommes d'État en Corée ?

Int. : Y a-t-il en Corée, comme par exemple en France, des hommes susceptibles de s'imposer pour faire avancer les choses, du simple fait de leur personnalité ou de l'aura dont ils bénéficient ?

S.-B. C.: L'aristocratie dirigeante a perdu son statut symbolique en collaborant avec le Japon. Ensuite Man Rhee SEUNG, le premier président après la seconde guerre mondiale, était un des leaders des mouvements indépendants, mais il est devenu dictateur. On ne le considère pas comme un héros national. Le président Park était entouré de cadres militaires formés aux États-Unis ; les présidents qui lui ont succédé étaient entourés d'économistes devenus de hauts fonctionnaires, collaborateurs des grandes entreprises ; quant au président actuel, il essaie de réformer les grands conglomérats coréens.

Dans le passé, il fallait avoir été formé au Japon pour être bien considéré. Mais depuis que la Corée s'est libérée du Japon, c'est aux États-Unis qu'il faut se former pour se voir conférer une véritable aura. Quant à moi, qui ai été formé en France, je me sens un peu handicapé!

En réalité, il y a en Corée du Sud trop de compétition entre les hommes politiques pour qu'une personnalité puisse se dégager et devenir, comme on le dit en France, un "grand homme". Et pourtant, certains rois, dans la lointaine histoire de la Corée, ont été si éclairés qu'on en parle encore dans nos écoles!

L'attitude des patrons

Int. : Quel rôle jouent les dirigeants de grandes entreprises ? Sont-ils passifs ? Est-ce qu'ils vous apportent des subventions ? Sont-ils complètement du côté du gouvernement ? Ne remettent-ils pas à plus tard l'effort écologique pour poursuivre avant tout la conquête du monde ?

S.-B. C.: Ils ont essayé depuis les années 1990 de nouer de bons rapports avec les forces contestataires, et ils ont parfois donné des subventions à certains groupes défendant des causes qu'ils avaient envie de soutenir, comme par exemple la protection de cours d'eau. Ainsi ils soignaient leur image auprès des associations civiques. Mais les leaders des conglomérats coréens ont tous publié leur autobiographie pour se mettre personnellement en valeur, car ils se sentent en concurrence les uns avec les autres. Avant la crise, toutes ces publications étaient des best-sellers, mais maintenant il ne reste que les employés du patron pour acheter son livre!

À propos de l'innovation

- **Int.**: Je suis frappé par le conformisme asiatique dans le système éducatif et la répétition tout au long du cursus scolaire et universitaire. Ce système doit bloquer l'innovation dans la crise, parce qu'il ne forme pas à innover.
- **S.-B. C.:** Quand un écolier part à l'école le matin, ses parents lui disent : « *obéis à ton professeur et travaille bien!* » L'enseignant, qui a quarante élèves, essaie quant à lui d'être autoritaire. Tout cela ne favorise pas la créativité, ce dont la Corée souffre incontestablement.

Le rôle des étudiants

- **Int. :** Vous n'avez pas beaucoup parlé des étudiants qui ont fait pourtant parler d'eux dans les années 1980. Quelle place prennent-ils dans les différents courants que vous avez évoqués ?
- **S.-B.** C.: Après la démocratisation, les leaders des mouvements étudiants ont durci leur position en mettant comme préalable la réunification; mais la base n'était pas d'accord, et ces mouvements se sont trouvés marginalisés du public.

Cela dit, c'est la consommation qui est devenue importante aux yeux des étudiants, et l'ouverture au plaisir : après l'enfer - un travail acharné pour pouvoir entrer à l'université - c'est le paradis. Leurs études terminées, ils n'ont d'autre souci que de perfectionner leur anglais, utiliser leur ordinateur, et travailler.

Selon Ronald Inglehart, politologue de l'université de Michigan, la Corée est le pays où le décalage entre les générations est le plus grand au monde : celle des plus de soixante ans et celle des vingt à vingt-cinq ans regardent le monde de façon radicalement différente.

Présentation de l'orateur :

Soo-Bok Cheong : a fait ses études en sciences politiques et en sociologie à l'université Yonsei de Séoul ; docteur en sociologie de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) de Paris (directeur Alain Touraine).

Il a enseigné à l'université de Yonsei et participe à différents mouvements sociaux en Corée. Directeur de recherches à la Korean Christian Academy, il mène des recherches sur les mouvements sociaux.

Il a publié plusieurs ouvrages : Construction du sens et mouvements sociaux ; L'imagination écologique ; Le rôle des ONG et la démocratie participative.

Email: chraca@chollian.net

Fax Korean Christian Academy: 00 822 766 7329

Diffusion novembre 1998